

Election Présidentielle en Côte d'Ivoire : un vrai Genre en Action.

En Novembre 2009 à l'île Maurice, un colloque international intitulé « **Genre et gouvernance : l'égalité femmes-hommes dans la décentralisation administrative, la participation politique et l'éducation citoyenne** » réunissait le réseau **Genre en Action** et divers autres partenaires¹

A ce colloque qui réunissait soixante-dix femmes et hommes, féministes et / ou travaillant sur le genre et en provenance de 21 pays d'Europe, d'Afrique et d'Asie, il était question de réfléchir sur le thème « **genre et gouvernance** » et voir quels sont les enjeux, quelles sont les expériences, et quelles sont les pistes d'actions.

En Octobre 2010, l'élection présidentielle en Côte d'Ivoire compte au nombre des quatorze (14) candidats une femme et une « vraie » femme². Il s'agit de Jacqueline Oble. C'est véritablement la première fois qu'une femme et une « vraie » femme se trouve au rang des candidats à la présidentielle en Côte d'Ivoire. Et ce qui est remarquable, c'est que cela se fait surtout à une période aussi délicate et cruciale de la vie de ce pays. Un pays, qui depuis son indépendance n'a connu que des hommes sur sa scène politique en terme de gestion du pouvoir, en terme de gouvernance, en terme de magistrature suprême.

L'engagement de cette « vraie » femme dans la compétition à la magistrature suprême peut avoir plusieurs connotations. Ainsi, dans « une finalité de l'approche genre qui est d'établir des rapports sociaux égalitaires entre les deux sexes dans les sphères publique et privée³ » nous nous posons les questions suivantes : Est-ce une manière de dire que **la gouvernance**⁴ et notamment la « **participation politique**⁵ » ne sont pas seulement et simplement une affaire de pouvoir en Côte d'Ivoire? Est-ce une manière de dire que **la gouvernance** n'est plus une affaire de politique politicienne en Côte d'Ivoire? Est-ce une manière de dire que **la gouvernance** n'est plus seulement et simplement une affaire d'hommes en Côte d'Ivoire? Est-ce une manière de dire et de démontrer qu'en terme de gouvernance, les femmes sont désormais concernées et impliquées en Côte d'Ivoire?

La participation égale des femmes à la gouvernance est une reconnaissance de l'égalité en droit, notamment le droit de parler et d'être entendu(e)...La stratégie consiste à sensibiliser et identifier les femmes ayant une vocation politique, à les encourager à se porter candidate, à renforcer leurs capacités, à inciter l'électorat potentiel à les élire et à les accompagner dans le processus électoral⁶.

D'autre part, s'est-elle inspirée des illustres cas du Genre en Action sur la scène politique et la gouvernance ailleurs dans le monde ? Les cas tels que la gouvernance du Liberia avec Ellen Johnson-Sirleaf⁷, la gouvernance de l'Allemagne avec Angela Merkel⁸, la

¹ 3è Colloque international du réseau Genre en Action, du 17 au 19 novembre 2009, île Maurice.

² La carrure, le profil intellectuel et la personnalité de cette femme font d'elle une « vraie » femme pour beaucoup d'admirateurs.

³ Genre en Action, Bulletin n° 10 Mai 2010, p. 2.

⁴ « La gouvernance se réfère généralement à la prise de décision. S'agissant de l'égalité des sexes dans la gouvernance, c'est avant tout la présence des femmes dans les institutions décisionnelles de la sphère publique (gouvernement, parlement, organisation, association, etc.) qui est évoquée. » Genre en Action, Bulletin n° 10 Mai 2010, p. 2

⁵ « Il s'agit de mettre sur un pied d'égalité les femmes et les hommes dans la prise de décision politique et dans le contrôle de pouvoir dans tous les domaines. » Genre en Action, Bulletin n° 10 Mai 2010, p. 4.

⁶ Genre en Action, Bulletin n° 10 Mai 2010, p. 4.

⁷ Le 8 novembre 2005, Ellen Johnson-Sirleaf est élue à la présidence du Liberia, alors que le pays est encore très meurtri par une guerre civile sanglante (1989-1996) et par les crimes de son ancien président, l'ancien leader de la guerre civile, Charles Taylor (1997-2003). Première femme à diriger un pays d'Afrique, elle déclare que « ce

participation politique d'Hillary Clinton⁹ ou encore la gouvernance du Chili avec la socialiste Michelle Bachelet¹⁰

Quelque soit la ou les raisons qui l'y ont poussée, une chose est désormais sûre et évidente. C'est qu'en terme de « **genre et gouvernance** » et surtout pour ce qui concerne le développement de son pays ; c'est une initiative à encourager et à soutenir pour plusieurs raisons :

De la participation des femmes aux débats politiques, à la gouvernance et à la gestion du pouvoir politique.

Pendant longtemps en Côte d'Ivoire et en Afrique de manière générale, la gouvernance, le pouvoir politique et les instances de prise de décisions politiques ont été pour bien des chiffres l'affaire des hommes. Rares sont les femmes sur cette scène politique qui occupent des postes de prise de décisions politiques, administratives et de gouvernance à l'image de Hortense Aka Angui¹¹.

Aujourd'hui, à l'heure de tous les défis auxquels sont confrontés les pays africains et notamment ceux de l'Afrique Subsaharienne, il est temps et vraiment grand temps que les femmes donnent de la voix, posent des pas concrets et soient « aux affaires » tant au niveau du pouvoir politique que du pouvoir administratif.

Surtout avec un tel colloque¹² qui mettait en exergue la participation du Genre dans la gouvernance et mettait en cause les enjeux, les expériences et les différentes pistes d'actions. Il est notamment souhaitable à l'image de la candidature à la magistrature suprême de Jacqueline Oble que les femmes s'impliquent et se montrent tout autant concernées par la chose politique (la participation politique) et la gouvernance. Et cela à tous les niveaux de prise de décision.

Comme le fait Jacqueline Oble en posant sa candidature à cette élection présidentielle en Côte d'Ivoire, laquelle candidature se traduit comme sa participation active pour la gouvernance de ce pays. Il faudra noter que la participation active de la femme¹³ dans le processus de gouvernance à tous les niveaux est plus que jamais nécessaire de nos jours. Il faudra que désormais la femme quitte cette participation passive qui très souvent se réduisait à l'information, à la consultation et même au suivisme.

jour marque le début d'un nouveau voyage dans l'histoire de notre nation, une histoire qui a un sens au-delà de ses frontières : l'élection de la première présidente démocratiquement élue d'Afrique ».

⁸ Merkel, Angela (1954-), physicienne et femme politique allemande, présidente de l'Union chrétienne-démocrate (CDU) depuis 2000, première femme à accéder à la fonction de chancelier de l'Allemagne en 2005.

⁹ Après l'élection de Bill Clinton à la présidence (1992), elle se voit conférer un rôle politique considérable, qui dépasse celui traditionnellement dévolu à la première dame des États-Unis. Éluée sénatrice de l'État de New York en 2000, elle est candidate en 2007 à l'investiture démocrate pour l'élection présidentielle de 2008.

¹⁰ Le 15 janvier 2006, la socialiste Michelle Bachelet est élue au second tour du scrutin présidentiel avec 53,4 p. 100 des voix contre 46,5 p. 100 des suffrages à Sebastian Pinera, leader de la coalition de droite Alliance pour le Chili.

¹¹ L'une des rares femmes à être DÉPUTÉ-MAIRE de la Commune de Port-Bouët et à occuper ce poste pendant longtemps. Notons au passage que Jacqueline Oble fut aussi député maire de la Commune d'Abobo.

¹² Celui tenu à l'île Maurice dont il est question dans cet article.

¹³ A cet effet, Nous nous rappelons et nous pouvons mentionner la participation active et le combat qu'a mené la première dame de Côte d'Ivoire, madame Simone Ehivet Gbagbo dans la résolution de la crise qu'a connu le pays et surtout son engagement aux côtés de son homme dans cette crise.

Du changement de la gestion du pouvoir politique et de la gouvernance à la mise en évidence des femmes.

Et si la démocratie en Côte d'Ivoire et en Afrique de manière générale, changeait de mains et que la gouvernance devenait non plus une affaire d'hommes mais plutôt une affaire de femmes comme cela est actuellement le cas au Liberia voisin?

Pourquoi ne pas même envisager une telle perspective, afin que le pouvoir change un peu de camp, afin que la gestion change de vision, afin que les problèmes aient dans leur entendement une touche féminine, afin que l'on mette à l'épreuve les femmes notamment cette « vraie » femme dans le cas d'espèce. Et surtout dans nos pays ensanglantés qui sortent de différentes et multiples crises.

Ce serait un grand test et défi que tous les hommes candidats décident de manière tacite de mettre au pouvoir une femme et la seule femme de la compétition afin de tester la gestion du pouvoir et notamment du pouvoir politique par la femme, afin de tester la gouvernance par la femme. Et surtout de sorte que pour la toute première fois, une femme soit « aux affaires » en Côte d'Ivoire.

Très souvent dans nos sociétés, nous disons clairement et en substance que « derrière un grand homme se trouve une grande femme »¹⁴. Alors la question qui reste posée est la suivante : Pourquoi ne pas mettre cette grande femme au pouvoir et « aux affaires » du pays. C'est-à-dire à l'instance suprême de prise de décisions pour que ses qualités de grande femme qu'elle a toujours démontrées et pendant longtemps mises au service de son homme pour faire de lui un grand homme soient au bénéfice de toute la nation ?

Très souvent, la femme en tant que mère est celle qui (dans la culture et la tradition africaine) gère le foyer et se présente comme la première responsable de la gestion de la cellule familiale et aussi celle qui conseille son homme quand il a des décisions ultimes à prendre. Alors la question qui reste posée est la suivante: pourquoi dans une métonymie ascendante, les hommes ne considèrent pas la Côte d'Ivoire comme un foyer ou une cellule familiale dans lequel nous confions à la femme les mêmes rôles qu'elle occupe à un niveau restreint ?

Pourquoi ne pas envisager cette perspective si, d'après les études¹⁵ que nous avons effectuées au niveau du vivrier, des marchés, des forces vives de l'économie locale et au niveau du rôle de la femme dans la famille africaine (valeur économique, sociale et culturelle)¹⁶ ; la femme occupe une place de choix et participe pour une contribution à hauteur de 62 % dans le développement locale.

Et si toutes les femmes¹⁷, dans un élan de solidarité et dans une initiative commune de soutenir le genre et la seule femme et aussi dans une perspective d'exprimer leur ras-le-bol aux hommes (qui ont longtemps géré le pouvoir politique et occasionné la crise) ; décidèrent

¹⁴ Plusieurs personnes ont à cet effet en image la première dame de Côte d'Ivoire, madame Simone Ehivet Gbagbo. En effet ce slogan a beaucoup été utilisé pour féliciter la première madame pour son implication dans la crise et son combat aux cotés de son mari lors de la crise socio politique qu'a connu la Côte d'Ivoire.

¹⁵ Etude 1 : Les femmes et le vivrier en Côte d'Ivoire : une contribution économique forte.

Etude 2 : Femmes des marchés de Côte d'Ivoire : sécurité sociale, coopérative, impôts, taxes et perspectives d'une économie durable face à leur rôle dans notre économie.

Etude 3 : Rôle économique prépondérant de la femme africaine dans la famille : cas de Wôkô.

¹⁶ Pour des raisons ne dépendant pas de notre volonté, ces études de développement liées à la femme en Côte d'Ivoire n'ont pas encore été publiées ainsi que bien d'autres études.

¹⁷ Bien entendu, c'est une hypothèse que nous émettons dans une perspective du Genre pour le genre, dans une perspective de la femme qui soutient unilatéralement la femme, dans une perspective féministe.

de donner leur soutien et leurs voix à la seule femme candidate à cette élection de sortie de crise¹⁸ ?

A un niveau restreint et dans les circonstances actuelles, pourquoi ne pas envisager confier les destinées de ce pays à la seule femme candidate¹⁹ puisque son profil et son programme²⁰ (bien plus intéressants que pour beaucoup d'autres candidats) correspondent à celui de la femme moderne et citoyenne dont à besoin une Afrique prospère et développée dans laquelle la gouvernance entretient des liens étroits avec la justice sociale, la citoyenneté et l'égalité.

Et nous dirons même que cette question est d'autant plus pertinente et capitale en ce sens que nous sommes engagés dans une élection de sortie de crise et nous savons tous comment le pouvoir (les résultats des élections) se contextualise en Afrique bien souvent. Autrement dit l'exemple d'une femme au pouvoir est actuellement expérimenté au Liberia voisin.

De la crise qu'a connue la Côte d'Ivoire²¹

En tant que agent de développement, nous estimons que la crise que connaît la Côte d'Ivoire et qui a carrément freiné l'avancée du pays et son développement vers des perspectives de développement et d'avenir plus durables en terme de croissance et de richesse ; a véritablement commencé en 1998 lorsque ce pays a connu son premier coup d'état. Et que les « héritiers » d'Houphouët Boigny décidèrent de se battre pour la quête du pouvoir politique.

Mais de manière officielle, c'est après les élections de 2000, que la crise armée a éclaté en 2002. Et pendant près d'une décennie, cette crise est allée grandissante, créant un fossé énorme entre les riches et les pauvres, favorisant la destruction, la dégradation et le désintérêt de plusieurs biens et édifices publics. Freinant même l'avancée de plusieurs projets de développement indispensables et occasionnant à la fois le désordre, l'injustice, la fracture sociale et même parfois des crises religieuses.

Avec le déplacement des populations, la qualité de vie (qui prend en compte l'accès équitable aux soins médicaux, aux services sociaux, à un logement de qualité, l'accès à la culture et au bien être social) d'une part et d'autre part, la satisfaction des besoins essentiels des communautés (qui implique le développement humain, l'accès à l'eau potable, la lutte contre la faim et la malnutrition, l'accès à l'emploi, à la santé et à l'éducation pour tous...) n'ont plus été les priorités des différents gouvernements²² pendant cette crise. Alors les indices de développement ont pris un coup face à la paupérisation croissante de la population dite jeune et des familles nombreuses.

¹⁸ Bien qu'il existe des inquiétudes possibles à ce que cette hypothèse se réalise en ce sens que la notion de genre n'est pas encore bien enracinée dans la conscience collective de toutes les femmes et que la majorité des femmes ne soit pas intellectuelle et aussi du fait que chacun dans une élection fait son choix en fonction du programme du candidat qui l'aura le plus convaincu, notons que cette hypothèse n'est pas à écarter.

¹⁹ A cet effet nous dirons que madame Hortense Aka Angui, maire de la commune de Port Bouet gère depuis plus de 10 années cette commune bien qu'étant une femme et elle le fait aussi bien au même titre que les hommes.

²⁰ Puisque cet article n'a pas des intentions électoralistes ou de campagne, il nous sera difficile de décrire la candidate ou même de présenter ou commenter son programme de gouvernement. Nous estimons qu'à cet effet il existe des voix plus indiquées comme la presse locale ou la direction officielle de campagne de la candidate et son support médiatique Web et même conseillons aux lecteurs de visiter le site ou faire des recherches s'ils veulent des informations sur la candidate.

²¹ Cette partie ne concernera qu'une analyse en terme de développement et non une analyse politique de la crise.

²² Les différents gouvernements (près de six gouvernements successifs) qu'a connus la Côte d'Ivoire depuis l'éclatement de cette crise et notamment depuis les accords de Linas - marcoussis.

Le comble est venu avec l'initiative PPTE²³ à laquelle la Côte d'Ivoire fut obligée de souscrire afin d'aider à sauvegarder certains indices de développement face aux crises et tensions sociales liées à la croissance de la pauvreté.

Aujourd'hui, le constat en terme de développement c'est que la santé, l'éducation, l'eau, l'assainissement, l'énergie, le transport, le commerce, l'agriculture, l'élevage, le développement local et l'économie sont des chantiers de développement qui attendent nécessairement la paix sociale et l'ordre constitutionnel pour se mettre en construction.

Puisque les différentes tentatives de règlement de cette crise ont mis en scène les principaux acteurs de la vie politique en Côte d'Ivoire et notamment et principalement des hommes.

Et une chose évidente, c'est que cette Côte d'Ivoire doit tourner le dos à la crise et promouvoir le développement. En ce sens que à l'inverse de la guerre, le développement reste l'élément clé de la prévention des conflits puisqu'il développe les bases d'une justice économique et sociale et permet la mise sur pied d'entités et d'institutions démocratiques.

Alors, le passage obligé reste et demeure les élections²⁴. Et puisque pendant longtemps cette crise a mis en avant quatre personnalités, et principalement trois concurrents du pouvoir politique qui sont tous des hommes ; comment ne pas penser qu'une issue serait de donner la place à une femme et notamment la seule du groupe des 14 dans le seul objectif d'apaiser les tensions politiques. Mais aussi et surtout dans le but de contribuer à la participation égale des femmes à la gouvernance.

D'autre part et d'un œil d'agent de développement, avec la crise qu'a connue la Côte d'Ivoire dans un premier temps, les réalités sociales du terrain et surtout les réalités actuelles en terme de développement et de besoins des populations dans un deuxième temps, nous estimons que pour une sortie de crise le nombre de candidats à l'élection présidentielle reste un danger réel pour le processus de sortie de crise engagé et que cela constitue en lui-même un frein au vrai développement.

Les enjeux liés donc à cette élection étant de plusieurs ordres et les défis à relever en terme de développement pour la Côte d'Ivoire étant d'une importance capitale aujourd'hui au vu des réalités concrètes. Une question reste possible : Et si la population décidait de confier son pouvoir à la seule femme puisque l'expérience a démontré dans cette crise que ce sont les hommes qui sont en « palabre » et en conflit. Et même que, ce sont leurs conflits et intérêts personnels qui ont été reversés sur la place publique et qui ont fait payé un lourd tribut à la population majoritairement pauvre et vulnérable.

Et si la population envisageait une perspective genre « aux affaires » de l'état et à la gouvernance du pays puisque le genre en question : Jacqueline Oble, n'est entachée d'aucune connotation politique, n'est rattaché à aucun parti politique et s'insurge en candidate indépendante pour le bien être de la Côte d'Ivoire²⁵. Mais aussi et surtout pour le fait qu'elle n'a pas peur de la politique et veut participer aux prises de décisions privées et publiques et qu'elle a osé s'affirmer et se porter candidate aux élections présidentielles.²⁶

²³ Pays Pauvres Très Endettés

²⁴ Officiellement prévues pour le 31 Octobre 2010.

²⁵ Slogan de campagne de la candidate lors de son passage à la télévision pour l'émission « face aux électeurs » le jeudi 21 Octobre 2010.

²⁶ « **Les femmes ne doivent pas avoir peur de la politique et doivent participer aux prises de décisions privées et publiques, oser s'affirmer et se porter candidate aux élections** » ; Genre en Action, Bulletin n° 10 Mai 2010, page 7, synthèse du 3^e colloque international du réseau Genre en Action.

Des grands risques liés à cette élection particulière

Loin d'être pessimiste, plusieurs observateurs²⁷ accordent un intérêt particulier aux élections présidentielles du 31 Octobre et la couverture médiatique en ce moment en fait un événement exceptionnel, cela est bien beau. Mais connaissant le pouvoir manipulateur que peut avoir une presse destructrice, malsaine et incendiaire (locale ou étrangère), sachant que la presse en elle-même constitue le 4^{ème} pouvoir, nous avons quelques inquiétudes face à la manipulation possible et négative que peut faire la presse et qui peut engager tout un pays dans la tourmente. Et ce n'est pas les exemples qui manquent en la matière.

Le nombre d'observateurs de l'Union Européenne (120) et l'engagement personnel de l'Union Européenne dans cette crise et dans le processus de sortie de cette crise²⁸ nous donnent plusieurs réflexions sur les différents enjeux liés à ces élections.

D'autre part, nous remarquons à la fois que bien souvent le verdict des urnes reste et cela trop souvent contesté par les candidats surtout lorsque les principaux camps rivaux ne veulent véritablement pas se voir mutuellement au pouvoir ou « aux affaires ». Alors que les conflits post élection engagent trop souvent notre Afrique dans un retard économique, social et politique lourd de conséquences.

De ce fait, après cette longue crise pratiquement une décennie, dans laquelle la Côte d'Ivoire a perdu son développement et ses atouts de leader de l'Afrique de l'Ouest, il est évident que des conflits post élections (de quelques ordres qu'ils soient) mettront une fois de plus notre beau pays dans un cycle infernal de tensions et créeront d'autres problèmes lourds de conséquences à gérer après tous ces efforts pour ramener la paix.

Il est vrai que tout est mis en œuvre pour apaiser et dépassionner le débat, nous estimons que c'est de bonne guerre pour une nouvelle Côte d'Ivoire prospère. Mais pendant que nous y sommes et pour parer à toute éventualité, une question reste probable : que dire d'une femme neutre et indépendante au pouvoir et « aux affaires », une femme en charge de la prise de décision politique et ayant le contrôle de ce pouvoir politique? Une femme aidée et assistée par des hommes et des femmes épris de paix, de justice, et d'égalité et surtout motivés par des notions de croissance et de développement comme ce fut le cas des allemands après la crise qu'a connu ce pays de manière historique.

Le Genre a besoin d'être debout et en Action pour l'avenir d'une Afrique développée, prospère, multiculturelle et durable.

A l'image de la candidature à la magistrature suprême de Jacqueline Oble et à l'image de cette idée majeure : « **Les femmes ne doivent pas avoir peur de la politique et doivent participer aux prises de décisions privées et publiques, oser s'affirmer et se porter candidate aux élections** » ; nous estimons que le rôle de la femme doit évoluer et beaucoup plus s'étendre sur le domaine politique (surtout en Afrique). Puisque la généralité des cas nous donne d'observer une Afrique ensanglantée et constamment en guerre pour des raisons purement politique et de surcroît des raisons liées à une politique politicienne.

Les femmes ont plus que jamais besoin de jouer un rôle majeur dans la gouvernance des différents états, pour la stabilité sociale, et dans le climat politique et social africain même

²⁷ Union Européenne, Organisation des Nations Unies en CI, Union Africaine, Société Civile Ivoirienne, Pays Etrangers, CEDAO etc.

²⁸ A cet effet, pour plus d'information, l'on peut consulter à partir de la page 57 « gouvernance, démocratisation et droits de l'Homme » le document « Côte d'Ivoire - Commission Européenne 2003-2009 : un partenariat pour la sortie de crise ». Dialogue Production Côte d'Ivoire.

si cela ne se fait pas à la plus haute instance (magistrature suprême). Car, elles démontrent déjà leur efficacité et jouent des rôles importants dans bien des domaines importants de la vie sociale, économique et même culturelle en Afrique. (nous en avons fait cas un peu plus haut).

Plusieurs exemples à travers le monde, en Afrique et même en Côte d'Ivoire montrent que la femme dynamique reste la femme engagée dans un combat noble. Et comme « ce que femme veut Dieu veut », alors que dire d'une implication réelle et active des femmes dans la gouvernance de nos états surtout ceux en crise. (Rappelons à ce titre, l'engagement des femmes à Grand Bassam et leur mémorable marche pour la libération de leurs maris et pour la liberté lors de la colonisation en Côte d'Ivoire)

Conclusion

Que les femmes partout dans le monde occupent les différents postes politiques et de gouvernance et soient désormais « aux affaires » en Afrique pour le bien être de notre politique sociale, et notre stabilité, pour la conservation de nos cultures et pour une autre forme de développement. Ceci dit, nous voulons désormais des femmes à la magistrature suprême de plusieurs pays, des femmes maires, des femmes députées ou parlementaires, des femmes présidentes de conseils généraux, des femmes partout où il est question de gouvernance et de démocratie. Cela sera très bon dans une perspective de développement durable, ouverte et franche car toutes ces femmes (à l'image des conseils qu'elles donnent aux hommes à la maison) prendront des décisions de manière publique et ouverte. Cela sera aussi très bon dans une perspective de paix sociale durable car notons bien qu'elles arrivent depuis la nuit des temps à bercer et à calmer les hommes donc elles sauront calmer le jeu de la stabilité politique, sociale et même culturelle car elles le font déjà au niveau familiale (famille restreinte : père, mère et enfants)

Nous souhaitons par ailleurs bonne chance à la candidate, félicitons son courage, son engagement et sa « participation politique ». Nous souhaitons également bonne chance à tous les autres candidats. Et que le ou la meilleur(e) et le ou la majoritaire gagne dans le calme, le civisme, la discipline pour le bien d'une paix sociale durable et surtout pour un nouveau départ vers le développement durable, participatif et prospère.

NB : il y a longtemps que cet article à été écrit, mais nous avons décidé de retarder la publication (a été publié) à la dernière minute afin d'éviter qu'il passe pour un article à des fins politiques, à des fins de campagne ou à des fins électoralistes. Pendant qu'il est un article qui fait la promotion du Genre et du développement, de l'intégration du Genre dans la gouvernance, et de la participation politique du Genre surtout en Afrique et notamment en Côte d'Ivoire. Cet article est aussi et en somme, une sorte de réponse au colloque international du réseau Genre en Action en île Maurice et à son leitmotiv : « Les femmes ne doivent pas avoir peur de la politique et doivent participer aux prises de décisions privées et publiques, oser s'affirmer et se porter candidate aux élections »

Beugre Zouankouan Stéphane

Expert en développement durable et spécialiste sur les questions de genre

Chercheur-Doctorant-Consultant

Steph_beugre@yahoo.fr

+225 04 188 288